



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

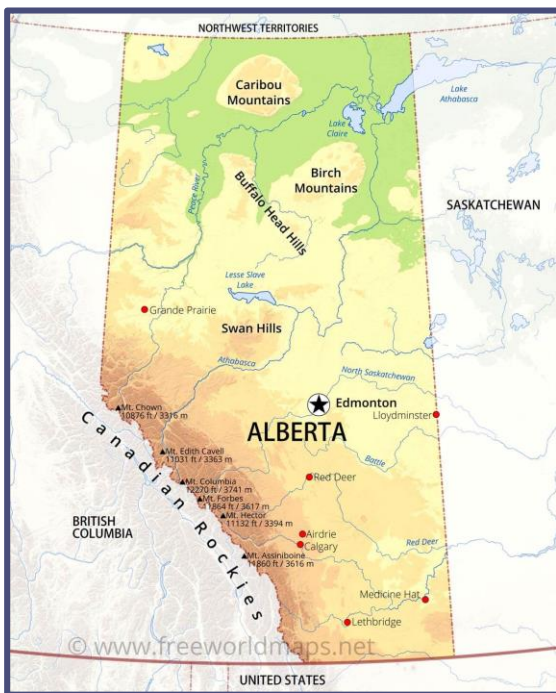


ALBERTA – FICHE PROVINCE

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Juin 2021



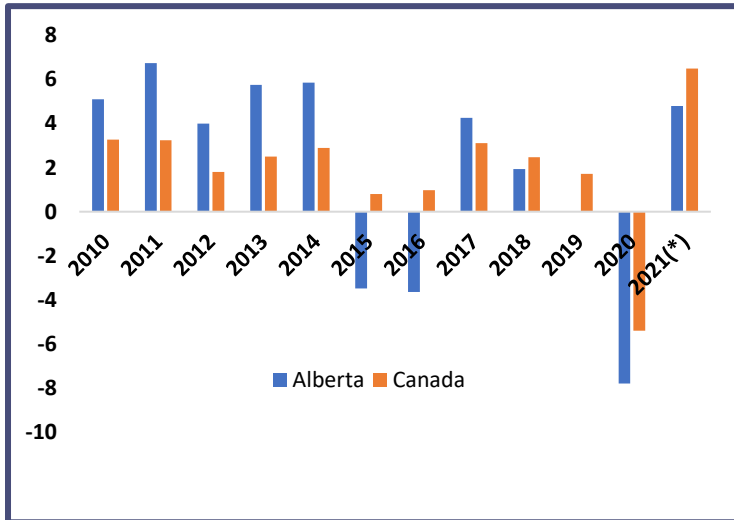
L'Alberta était la province la plus dynamique du Canada dans la première partie de la décennie, grâce à l'importance de son secteur énergétique. Toutefois la chute des prix du pétrole a plongé la province dans la récession en 2015 et 2016. La crise liée au Covid-19 a fortement affecté l'économie albertaine en 2020 (récession de 7,8% du PIB) et contribue au déséquilibre structurel de l'économie de la province, très dépendante des performances de son secteur énergétique. Le PIB de l'Alberta était d'environ 320 Md CAD (218 Md€) en 2020, ce qui en fait la troisième province la plus importante du Canada, derrière l'Ontario et le Québec.

Chiffres clés

- **Superficie** : 661 848 km²
- **Population** (2021) : 4,44 M hbts (11,7% du Canada)
- **Densité de population** : 6,7 hbts/km²
- **PIB réel** (2020) : 320 Md CAD (14,5% du PIB national)
- **Taux de chômage** (mars 2021) : 9,1%
- **Solde budgétaire** (2020-2021) : -20,2 Md CAD (6,6% du PIB)
- **Dette nette** (2020/2021) : 98 Md CAD (32% du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2020) : 91,4 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2020) : 24,2 Md CAD
- **Balance commerciale** (2020) : - 67,2 Md CAD

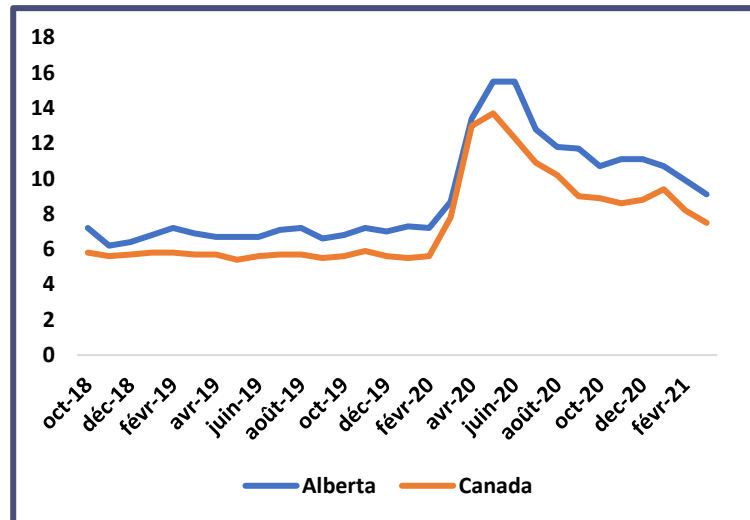
Principaux indicateurs macro-économiques

Taux de croissance du PIB réel (%)



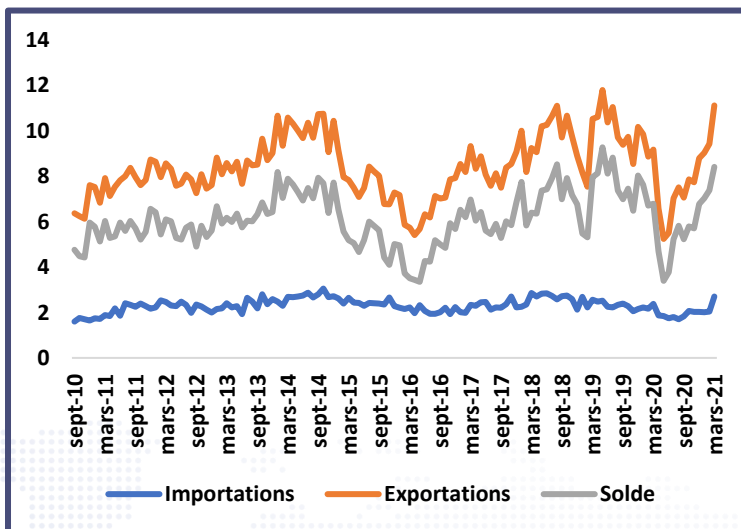
Source : StatCan

Taux de chômage (%)



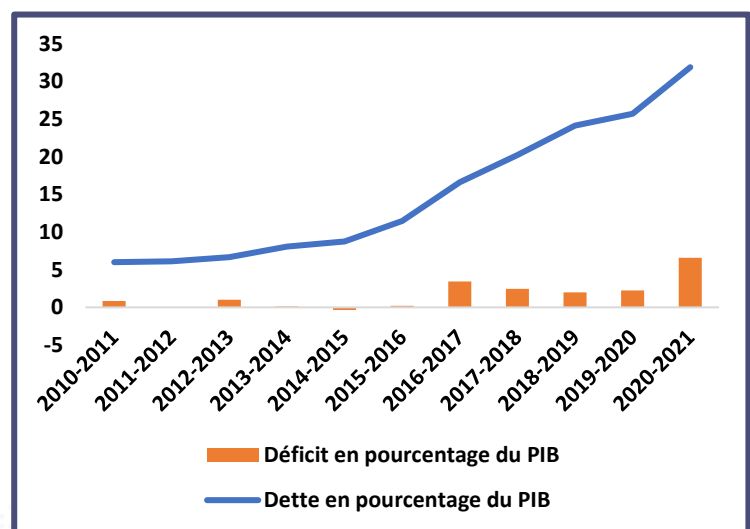
Source : StatCan

Commerce de biens (Md CAD)



Source : StatCan

Dettes et déficit publics (% du PIB)



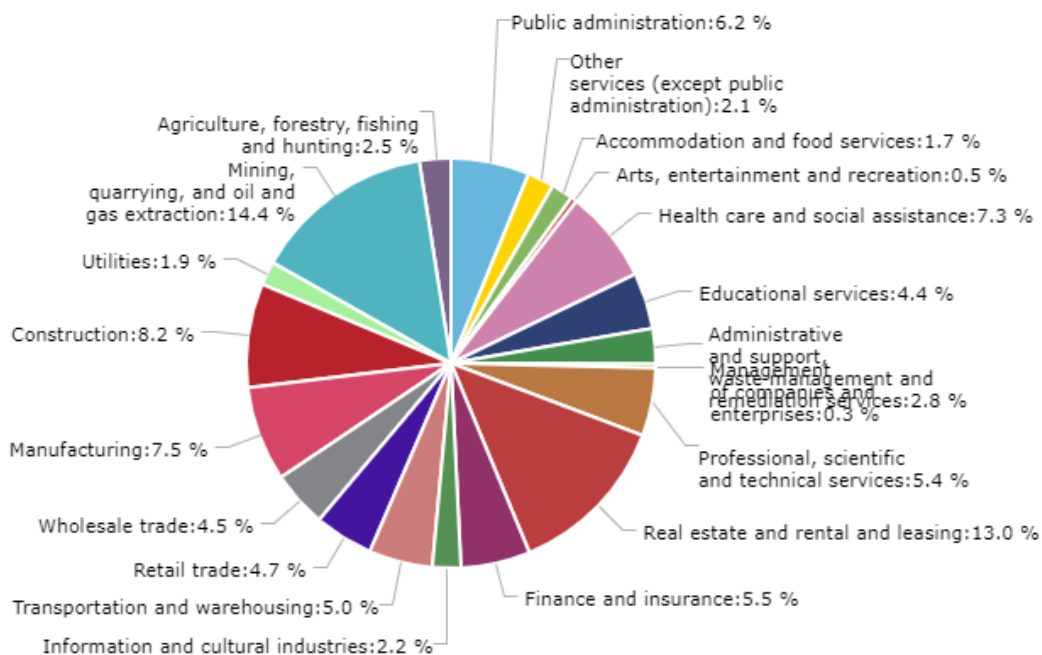
Source : StatCan

Présentation générale

L'Alberta, le « Texas canadien »

L'Alberta est la 4^{ème} province la plus peuplée du Canada avec 4,44 millions d'habitants soit près de 11,7% de la population du Canada. Sa superficie, 661 848 km², est équivalente à celle du Texas, ou bien à celle de la France, du Benelux et de la Suisse réunis. 58% du territoire albertain est constitué de forêts. Edmonton est la capitale provinciale (1,4 M d'habitants) tandis que Calgary (1,5 M d'habitants) constitue le centre économique. En 10 ans (2009-2019), la population albertaine a cru de 19,4%, soit la plus forte hausse enregistrée parmi les provinces et les États d'Amérique du Nord (+11,6% en moyenne sur la même période au Canada). Toutefois, il convient de souligner que si la province conserve un solde positif de migration en 2020 (11 545 personnes), ce solde a connu une forte baisse par rapport à 2019 (- 75%)¹.

Le PIB de l'Alberta se décomposait en 2020 de la manière suivante :



Source : Alberta Economic Dashboard, 2021

L'économie albertaine repose sur d'importantes ressources énergétiques, forestières, agricoles et touristiques. Avec des réserves estimées à 166,3 milliards de barils (soit 10% des réserves mondiales), l'Alberta constitue la 3^{ème} réserve mondiale de pétrole, derrière le Venezuela et l'Arabie Saoudite. Le secteur énergétique reste prépondérant dans le PIB provincial (14,4 % en 2020). Après plusieurs années de hausse, la production de pétrole

¹ [Net Migration \(alberta.ca\)](https://alberta.ca/net-migration)

en Alberta a connu une légère baisse en 2020 (194 M m³, -5,1% en glissement annuel). Cette baisse de la production a été particulièrement importante entre mars et septembre 2020, tandis que la production a connu une reprise rapide à compter de l'automne 2020. Les hydrocarbures non-conventionnels représentent environ 85% de la production albertaine. Calgary concentre la quasi-totalité des sièges sociaux des sociétés canadiennes et étrangères du secteur des hydrocarbures alors qu'Edmonton et Red Deer se positionnent en base arrière industrielle des chantiers de Fort McMurray pour l'extraction du pétrole issu des sables bitumineux.

Malgré la prédominance du secteur énergétique, l'Alberta poursuit la diversification de son économie. Le secteur des services représente 65,6% du PIB en 2020, contre seulement 61,3% en 2019. Le secteur des industries productrices de biens a ainsi connu une forte baisse en 2020 (130 Md CAD/88 Md€, -10%), notamment imputable aux baisses constatées dans le secteur de l'énergie (-11%), dans le secteur minier et extractif (-12%) ou encore dans le secteur de la construction (-12%). Les exportations de biens de l'Alberta vers le reste du monde s'élevaient à 91,9 Md CAD (62,4 Md€), en net recul par rapport à 2019 (-21,5%). Les produits énergétiques restent de loin le premier poste d'exportations de la province (60 Md CAD/40 Md€), tandis que l'industrie agroalimentaire (10 Md CAD/6,7 Md€) et l'industrie chimique et plastique (6 Md CAD/4 Md€) sont également des secteurs importants pour le commerce albertain.

Perspectives économiques

Après une forte reprise en 2017-2018, les perspectives économiques s'assombrissent dans le contexte de la pandémie

La situation économique de l'Alberta est relativement difficile depuis la chute des cours du pétrole en 2015 et 2016. La province connaît une importante restructuration de son tissu industriel. Elle fait également face à un ralentissement des investissements et à la vente des actifs des groupes étrangers du secteur du pétrole. Plus généralement, la forte dépendance de la province aux prix des matières premières fragilise la structure de l'économie albertaine. Si la province est sortie progressivement de la crise liée à la chute des cours du pétrole en 2017-2018, la croissance est restée modérée en 2018 et 2019, avant de connaître un effondrement en 2020 en raison de l'écllosion de l'épidémie de Covid-19. Les premières estimations réalisées au cours de l'année 2020 anticipaient une récession d'environ 8,8%, toutefois ces prévisions ont été revues à la hausse suite au rebond de l'économie canadienne (et américaine) au quatrième trimestre 2020. La province a donc connu une récession équivalente à 7,8% de son PIB en 2020; les pouvoirs publics albertains s'attendent par ailleurs à une reprise relativement dynamique dès 2021, avec une croissance de 4,8%, puis 3,7% en 2022.

Calendar Year Assumptions ^a	2018 Actuals	2019 Actuals	2020 Estimate	2021 Forecast	2022 Forecast	2023 Forecast	2024 Forecast
Gross Domestic Product							
Nominal (billions of dollars)	343.7	352.9	307.8	335.0	360.2	383.9	409.9
% change	3.4	2.7	-12.8	8.8	7.5	6.6	6.8
Real (billions of 2012 dollars)	346.6	347.1	320.0	335.3	347.8	359.2	370.6
% change	1.9	0.1	-7.8	4.8	3.7	3.3	3.1

Source : Budget 2021 Alberta

Si le taux de chômage est resté relativement stable entre 2018 et 2020 (entre 6,5 et 7,5%), il convient tout d'abord de remarquer que celui-ci était durablement supérieur au taux moyen canadien (une différence de l'ordre d'1 à 1,5 p.p.), témoignant de la difficulté pour l'Alberta de se remettre de l'épisode de récession survenu en 2015-2016. L'arrêt d'une partie de l'activité économique engendré par l'épidémie de Covid-19 a naturellement entraîné une hausse rapide du chômage au cours de l'année 2020, avec un pic de 15,5% atteint en mai et juin. Le taux de chômage a ensuite baissé pour s'établir autour de 9% depuis la fin de l'année 2020. Cet épisode de crise pourrait avoir des conséquences durables sur l'emploi en Alberta : en effet, le gouvernement provincial s'attend à ce que le taux de chômage de la province ne retrouve pas les niveaux pré-pandémie avant 2023 ou 2024.

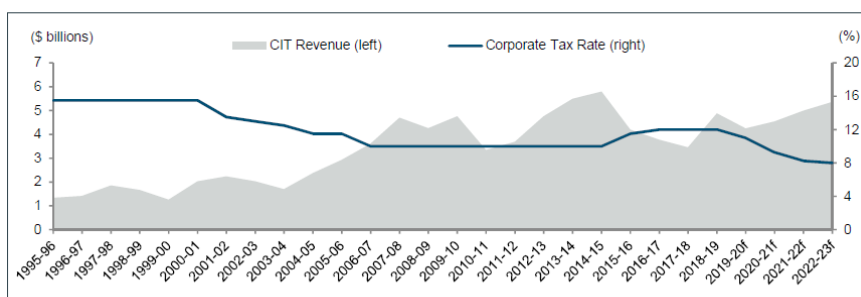
Finances publiques

Un budget provincial affecté par la pandémie et le secteur énergétique

Les finances publiques de l'Alberta ont été fortement affectées par le contexte sanitaire et économique de l'année 2020. Initialement prévu à 7,3 Md CAD (5 Md€, soit 2,2% du PIB), le déficit de la province est finalement estimé à 20,2 Md CAD (13,7 Md€, 6,5% du PIB) à la fin de l'année 2020. Cette augmentation du déficit s'explique d'abord par la baisse des recettes (42,3 Md CAD/28,7 Md€ contre 50 Md CAD/34 Md€ initialement prévu) consécutive à l'arrêt de l'activité économique mais aussi à la baisse des prix des matières premières. En effet, les revenus directement dérivés du secteur pétrolier représentaient 9% des recettes de la province en 2019. Par ailleurs, l'Alberta a également connu une augmentation significative de ses dépenses au cours de l'année 2020 (62,5 Md CAD/42,4 Md€ contre 57,3 Md CAD/38,9 Md€ initialement prévu), celle-ci s'expliquant en grande partie par le plan de soutien mis en place (5 Md CAD/3,4 Md€) par la province.

À moyen-terme, cette situation dégradée pourrait compromettre la stratégie fiscale du gouvernement conservateur de Jason Keney. Elu en 2019, celui-ci s'était donné pour objectif d'assainir les finances publiques de l'Alberta et d'équilibrer le budget provincial d'ici 2022. Le nouveau gouvernement entendait aussi réduire les impôts à travers différentes mesures visant à relancer l'activité économique. Le gouvernement a par exemple baissé l'impôt sur les entreprises à partir du 1^{er} juillet 2019. En effet, le gouvernement Kenney entend faire passer le taux d'imposition des entreprises de 12 à 8 % de façon progressive d'ici 2022 et dès le début du mois de juillet. L'objectif est d'encourager l'afflux d'investissements étrangers en Alberta, de créer des emplois et de dynamiser l'économie de la province.

Alberta Corporate Income Tax Revenue and General Rate, 1995-96 to 2022-2023



Source: Alberta Treasury Board and Finance

Plus généralement, l'Alberta se distingue des autres provinces canadiennes par une fiscalité très faible, comme en témoigne par exemple une absence de taxe provinciale sur la consommation. En effet, l'Alberta a aujourd'hui le taux d'imposition des sociétés le plus bas du Canada. D'ici 2022,

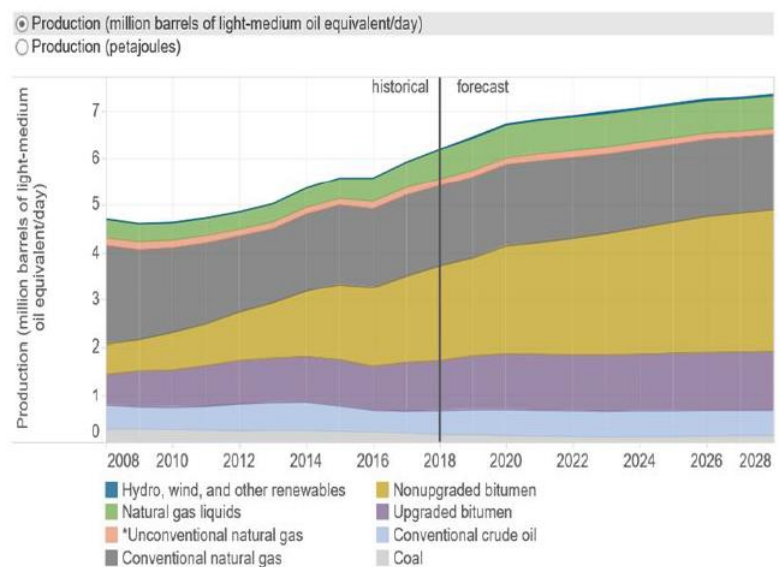
L'Alberta aura l'un des taux d'imposition sur les sociétés les plus bas en Amérique du Nord.

Aspects sectoriels

Energie et matières premières

L'économie de l'Alberta est largement dépendante du secteur énergétique et de la demande énergétique américaine. En effet, si le secteur énergétique (incluant les industries extractives) représente en 2020 près de 33% du PIB de la province, il représente environ deux-tiers des exportations de marchandises de la province (60 Md CAD/40 Md€), dont la grande majorité provenait de l'exploitation pétrolière (52 Md CAD/35 Md€), tandis que le gaz naturel ne représente que 4 Md CAD (2,7 Md€) d'exportations en 2020. Les Etats-Unis sont quasiment le seul débouché pour les producteurs albertains, puisqu'ils ont absorbé 99,4% des exportations de pétrole de l'Alberta en 2020.

Figure 6 Total primary energy production in Alberta



** Includes coalbed methane and shale gas.

Le secteur énergétique a connu de grosses difficultés en 2020, principalement en raison de la baisse de la demande mondiale et de l'effondrement des cours. Les revenus du secteur ont ainsi baissé de 11,1% par rapport à 2019, tandis que les exportations du secteur ont reculé de 28,6% en 2020. La production s'est brusquement ralentie au printemps 2020 (passant de 17,5 M m³ en mars 2020 à 14,5 M m³ en mai 2020²). Cependant, les difficultés observées dans le secteur de l'énergie s'expliquent davantage par la baisse des cours constatée au cours de l'année 2020. En effet, selon le régulateur albertain du secteur de l'énergie (*Alberta Energy Regulator*) le prix de référence pour le pétrole léger brut était d'environ 400 CAD/m³ en janvier 2020 mais a été divisé par quatre en quelques semaines (91,6 CAD/m³ en avril 2020) et n'a retrouvé son niveau initial qu'un an plus tard, en février 2021 (393 CAD/m³).

L'Alberta dispose d'un cadre fiscal incitatif pour les projets d'extraction pétrolière et gazière. Le gouvernement possède 81% des ressources naturelles en pétrole et gaz de la province et perçoit les redevances (royalties) des entreprises qui les exploitent. Constatant que le régime de royalties sur le gaz naturel et le pétrole classique avait une incidence négative sur sa compétitivité vis-à-vis de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, la province a abaissé en 2011 ses taux de redevance (de 50% à 40% pour le pétrole classique, de 50% à 36% pour le gaz naturel). Dans ce contexte, la diversification des voies d'accès aux marchés revêt une importance décisive. Afin d'acheminer le pétrole brut issu des sables bitumeux vers les marchés porteurs d'Asie-Pacifique, le **projet d'extension de l'oléoduc Trans Mountain** est un enjeu décisif pour la province. Le projet, évalué à 7,4 Md CAD, vise à construire un deuxième pipeline de 1150 km en plus de celui déjà existant afin de relier Edmonton au terminal pétrolier de

² ST3 | Alberta Energy Regulator (aer.ca)

Burnaby (Colombie-Britannique), ce qui permettrait de tripler la capacité du dispositif et d'acheminer ainsi 890000 barils de pétrole par jour vers la côte Pacifique.

Le 29 novembre 2016, le gouvernement du Canada avait annoncé l'approbation de l'oléoduc sous réserve de 157 conditions juridiquement contraignantes; le pipeline étant alors la propriété de Kinder Morgan. En 2018, le gouvernement canadien a racheté l'oléoduc pour 4,5 Md CAD. Les actionnaires de Kinder Morgan – jusque-là propriétaire de l'oléoduc – avaient approuvé le 30 août 2018, à 99,98 % la vente au gouvernement canadien. Ottawa a conclu cette cession le 31 août 2018. La cour d'appel fédérale canadienne a annulé le 30 août 2018 le décret permettant au projet d'expansion du pipeline Trans Mountain d'aller de l'avant pour cause de failles dans l'évaluation du projet par l'Office national de l'énergie et d'un manque de consultation des Premières Nations. Les travaux ont débuté au cours de l'année 2019.

Par ailleurs, le **projet d'oléoduc Keystone XL**, porté par le consortium TransCanada permettra d'acheminer 830 000 barils de pétrole albertain supplémentaires par jour jusqu'aux raffineries américaines situées près de Houston, pour réexportation. Ce projet d'oléoduc souterrain de 1900 km de long avait obtenu l'approbation de l'administration américaine en mars 2017. Cependant, le 8 novembre 2018, le juge fédéral du Montana, Brian Morris, a suspendu à nouveau le projet en reprochant à l'administration Trump de ne pas avoir justifié son changement de politique par une analyse scientifique sur les risques environnementaux du projet. La suspension décrétée est toutefois temporaire et impose au gouvernement américain d'examiner les implications du projet sur le climat, la faune et les cultures autochtones. TransCanada peut aussi entreprendre certains travaux préalables à la construction (ingénierie, passation de marchés, concertation).

L'entreprise canadienne TC Energy a annoncé en mars 2020 qu'elle poursuivrait le projet de construction du pipeline Keystone XL. Ce projet va injecter un investissement d'environ 8 Md USD (7,4 Md€) dans l'économie nord-américaine. Dans le cadre du plan de financement, le gouvernement de l'Alberta investira environ 1,1 Md USD (1Md€) en capitaux dans le projet, suivi d'une garantie de prêt de plus de 6 Md USD (5,5 Md€) en 2021. Le pipeline devrait être achevé et mis en service en 2023. La construction devrait créer plus de 1400 emplois directs et 5400 emplois indirects en Alberta et devrait générer environ 30 Md CAD (19,5 Md€) en recettes fiscales et en redevances.

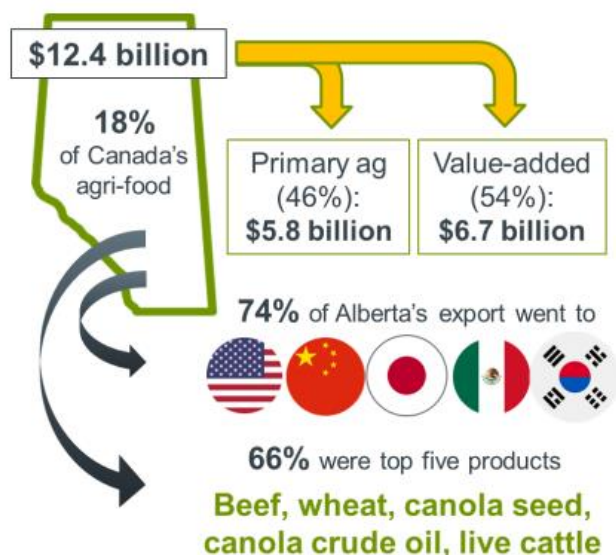
Plus largement, les projections dans le secteur énergétique mondial et les circonstances actuelles conduisent certains observateurs à remettre en question le choix de la province de poursuivre sa spécialisation dans les hydrocarbures par l'intermédiaire d'investissements massifs dans ce secteur. En effet, une forte dépendance aux revenus dérivés des matières premières, par nature volatiles, fragilise les finances publiques de la province. De plus, se pose la question de la compétitivité des hydrocarbures canadiens face aux gros producteurs mondiaux (notamment moyen-orientaux), donc les réserves sont plus importantes et qui bénéficient surtout d'un avantage comparatif en termes de coût d'extraction par rapport au Canada. En raison de ce déficit de compétitivité, le secteur énergétique de l'Alberta - et par extension du Canada, puisque l'Alberta concentre la grande majorité des réserves de pétrole et de gaz du pays - pourrait connaître des difficultés structurelles à moyen-terme.

L'Alberta a ainsi entrepris de diversifier son secteur énergétique et de lutter contre le réchauffement climatique, notamment à travers le développement son secteur nucléaire. En effet, le Gouvernement de l'Alberta a annoncé en août 2020 que la province allait rejoindre le protocole d'entente signé en décembre 2019 par l'Ontario, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick pour le développement de petits réacteurs nucléaires modulaires. Le gouvernement provincial soutient que les petits réacteurs modulaires représentent une source potentielle d'énergie sans émissions et à faible coût pour les régions éloignées de la province, ainsi que pour les industries qui

ont besoin de vapeur comme les sables bitumineux.³ Par ailleurs, l'Alberta a lancé en avril 2021 un « hub » consacré au développement de l'hydrogène dans la province. Ce projet représente un investissement limité (2 M CAD/1,3 M €), mais permet à la province de se positionner parmi les régions en pointe sur ce marché qui, à terme, pourrait représenter jusqu'à 100 Md CAD (67 Md €) à l'échelle nationale. De nombreux projets liés à l'hydrogène sont ainsi en préparation dans la province.

Enfin il convient de mentionner que l'Alberta dispose également de ressources significatives en bois. En effet, la province représentait en 2019 près de 16% de la production totale de bois du Canada, tandis que les exportations du secteur du bois (bois brut, charbon, ouvrages en bois) se sont élevées à 2,3 Md CAD (1,6 Md€) en 2020, soit 2,5% des exportations totales de la province.

Agriculture et agroalimentaire



Source: Statistics and Data Development Section, Alberta Agriculture and Forestry; Statistics Canada

L'Alberta possède 20,3 millions d'hectares de terres agricole et compte plus de 50 000 agriculteurs (environ 2,7% de la population active d'Alberta). L'agriculture apportait une contribution au PIB provincial d'environ 6,6 Md CAD (4,4 Md€) en 2020, en hausse de 7,5% par rapport à 2019. Par ailleurs, les exportations de l'industrie agroalimentaire (12,4 Md CAD/8,3 Md€) représentaient près de 13,5% des exportations totales de la province. L'Alberta est le 1^{er} exportateur de produits carnés et 3^{ème} exportateur agricole du Canada, derrière la Saskatchewan et l'Ontario. Les exportations de l'industrie agroalimentaire de l'Alberta étaient équivalentes à 18% des exportations nationales de cette industrie en 2020.

Les exploitations sont essentiellement tournées vers l'élevage bovin, le canola (équivalent du colza) et les cultures céréalières (blé notamment). Au total en 2019 d'après Statistique Canada, 28% de la superficie ensemencée en canola au Canada se trouve en Alberta; 12% de la superficie ensemencée de graines de lin au Canada; 33% de la superficie ensemencée en blé au Canada.

Une partie importante de la production agricole est exportée vers les Etats-Unis, qui en 2020 représentent environ le tiers des exportations agricoles de l'Alberta (3,4 Md CAD/2,2 Md€). Les Etats-Unis sont notamment le principal débouché de la filière bovine albertaine. Par ailleurs, le gouvernement de la province estime qu'environ 75% des exportations de l'industrie agroalimentaire étaient à destination des Etats-Unis, de la Chine, du Japon, du Mexique et de la Corée du Sud. Ces pays sont donc des débouchés majeurs pour l'agriculture et l'industrie alimentaire en Alberta. Dans ces exports, 46% concernaient des produits issus de l'agriculture primaire, tandis que 54%

³ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1725231/nucleaire-petit-reacteur-modulaire-energie-region-eloignee>

provenaient de l'industrie de transformation. Les produits les plus exportés étaient le bœuf, le blé et le canola (sous forme de graines ou d'huile).

Hautes technologies / T.I.C.

Les principaux secteurs de hautes technologies en Alberta sont les technologies propres, les technologies de l'information et des communications (TIC), les sciences de la vie et les nanotechnologies. Le gouvernement de l'Alberta, à travers l'agence publique *Alberta Innovates*, accompagne l'industrie des TIC pour soutenir le développement de nouvelles technologies, accroître la commercialisation et développer de nouveaux marchés et opportunités. L'industrie des TIC comprend environ 4 600 entreprises et 45 000 employés, ce qui en fait l'un des secteurs clés de l'Alberta.

En Alberta, l'industrie aérospatiale est dominée par la production de systèmes géospatiaux et de ses composantes et pièces. Ce secteur emploie 6 000 salariés (compagnies aériennes et aéroports non compris). La province est active dans les secteurs de la robotique et des systèmes de véhicules téléguidés, des sciences spatiales, géomatiques, des systèmes de navigation, et des services d'entretien et de réparation.

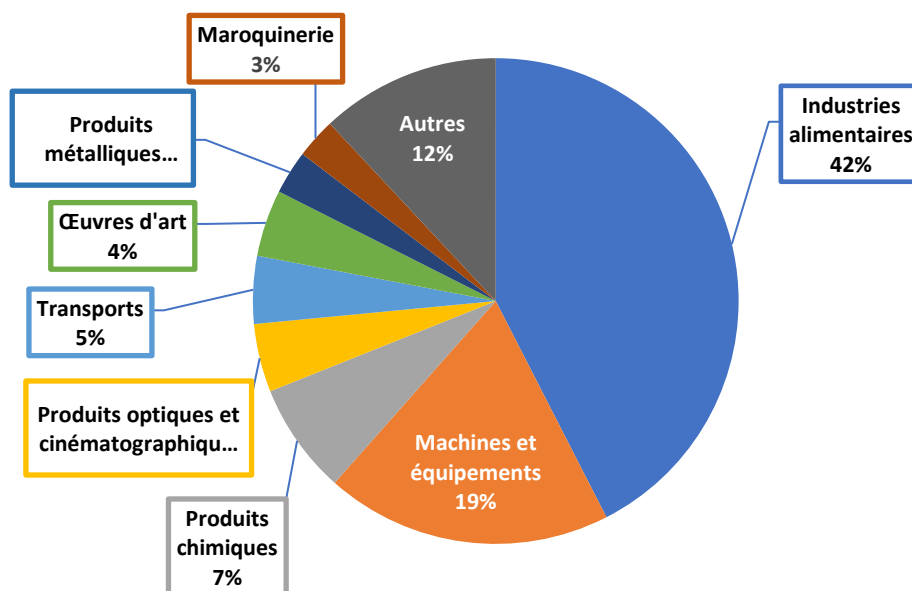
Relation bilatérale

La présence des entreprises françaises se maintient malgré une légère baisse des échanges en 2020

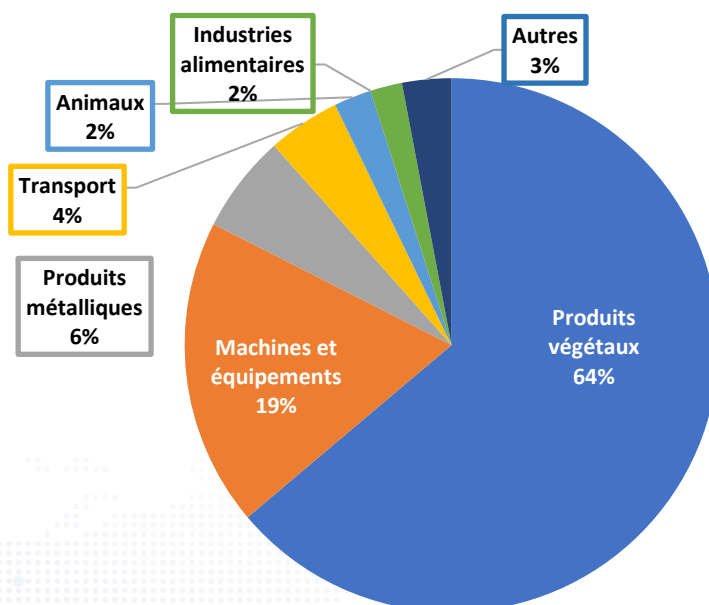
Les échanges bilatéraux de marchandises représentaient 461 M CAD (313 M €) en 2020, en baisse de 3,5% par rapport à l'année précédente. Le commerce entre la France et l'Alberta s'est déséquilibré au cours de l'année 2020, puisque l'excédent commercial de la province vis-à-vis de la France est passé de 38 M CAD (25,8 M €) à près de 97 M CAD (65,8 M €).

L'Alberta est la 4^{ème} province canadienne qui importe le plus de France avec 181,7 M CAD (123,2 M€; -17,3%), soit 2,8% des importations totales du Canada en provenance de France. En 2020, les importations de produits français en Alberta concernaient principalement les produits de l'industrie agroalimentaires (81,9 M CAD/55,5 M€), les machines et équipements (36,7 M CAD/24,9 M €) et les produits chimiques (14,3 M CAD/9,7 M €).

En 2020, la ventilation des importations albertaines en provenance de France était la suivante (*Statistiques Canada*):



Par ailleurs, l'Alberta est la 3^{ème} province canadienne qui exporte le plus vers la France avec 279 M CAD (189,2 M €), en hausse de 8% par rapport à 2019. Cela représente 7,5% du total des exportations canadiennes vers la France. La France est le 9^{ème} pays client de l'Alberta et ne représente toutefois que 0,3% des exportations totales de la province. Les exportations albertaines vers la France sont dominées par les produits végétaux (178 M CAD/121 M€, en hausse de 92,6% par rapport à 2019), les machines et équipements (52 M CAD/35 M € ; -11,3%) et les produits métalliques (16,6 M CAD/11,3 M € ; -71%). En 2020, la ventilation des exportations albertaines vers la France était la suivante (*Statistiques Canada*) :



L'Alberta compte une cinquantaine de groupes français présents sur 112 sites. La présence française en Alberta est centrée sur la **production et les services pour les hydrocarbures**. En effet, on y relève la présence de **Total**, **Schlumberger**, ou encore de l'Institut français du pétrole (**IFP Energies Nouvelles**). **Total** a fortement réduit ses effectifs en Alberta au cours des dernières années, notamment suite aux pertes enregistrées en 2016. Le groupe s'est retiré des sables bitumineux de l'Alberta et se concentrera désormais sur l'exploitation de pétrole plus rentable. Total possède un portefeuille d'actifs dans 4 sites de la région de l'Athabasca : Surmount (50%, exploité par ConocoPhillips), Fort Hills (29.2%, exploité par Suncor Energy), Joslyn (38.25%, exploité par Total); et Northern Lights Partnership (50%, exploité par Total). Le groupe pétrolier français a poursuivi son désengagement progressif de la province en annonçant en juillet 2020 son retrait de l'Association canadienne des Producteurs pétroliers (ACPP) ainsi qu'une dépréciation exceptionnelle de ses actifs de 9,3 Md CAD (6,2 Md€) dans le secteur des sables bitumineux. La France est bien représentée dans le secteur de l'énergie et de l'environnement, au moment où l'Alberta s'est donné pour objectif de transformer son mix électrique.

La présence française en Alberta est également marquée dans le **secteur bancaire et financier** avec des banques telles que **BNP Paribas**, **Société Générale** et sa filiale de courtage Newedge, qui s'inscrivent dans un contexte de développement rapide du secteur financier en Alberta, notamment tiré par le dynamisme des secteurs de l'énergie et la construction qui a engendré l'émergence de services financiers spécialisés dans le financement de projets liés à ces secteurs.

La présence française est par ailleurs forte dans le secteur du **BTP**, notamment dans le cadre de la rénovation du périphérique de Calgary. En effet, des constructeurs comme **Lafarge** (sites de cimenteries, maintenance d'autoroute à Edmonton) et **Vinci** (branche Vinci Construction à Fort McMurray) bénéficient également des nombreux appels d'offre dont le cadre du programme de travaux et de développement des infrastructures de la province.

Contrats et opportunités récentes pour les entreprises françaises

Suez Environment a renouvelé en janvier 2021 son partenariat avec la province pour l'exploitation de l'usine de traitement de déchets de Swan Hills (93 M CAD/59 M € pour 5 ans). L'entreprise française exploite cette usine de traitement des déchets depuis 2010.

Le groupe français **Vinci** (65%), associé à la société canadienne Graham (35 %), a annoncé le 16 juillet 2020 avoir décroché un contrat d'une valeur de 183 M€ pour réaliser la dernière section du périphérique de la ville de Calgary. Cette infrastructure routière de cinq kilomètres au sud de la ville comprendra quatre échangeurs, sept ponts ainsi qu'un passage souterrain pour les piétons. Les travaux englobent le terrassement, le drainage, la pose des enrobés et l'installation de l'éclairage public. Le terme de ce chantier, remporté par des filiales de Vinci (Carmacks, filiale d'Eurovia, et VINCI Construction Terrassement) pesant pour 65% dans le groupement des entreprises retenues par le Ministère des Transports de la province de l'Alberta, est prévu pour 2024.

Air Liquide et **Shell Chemicals** ont renouvelé en juillet 2019 des contrats pour la fourniture d'oxygène, d'azote, de vapeur et d'électricité au site Scotford de Shell près de Fort Saskatchewan en Alberta, au Canada. Dans le cadre

de cet engagement à long terme, Air Liquide rénovera ses installations à Scotford, ce qui favorisera également la croissance future au sein de ce bassin industriel clé.

Principales entreprises françaises implantées en Alberta



Energie : Total, IFP, Schlumberger, Air Liquide, Orano, Schneider Electric, Veolia, EDF, Suez, Vallourec



Aéronautique – Défense : Airbus, Safran



Banque – Services : BNP Paribas, Société Générale, Newedge, Publicis



Construction : Bouygues (Colas), Soprema, Lafarge, Vinci, Eiffage, Menard, Sercel



Transports : Alstom, Bolloré Logistics, Foraco, CMA-CGM



Industrie manufacturière : Essilor, LVMH, Sodexo, groupe Louis Dreyfus

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Auteur : Services Économiques au Canada, Ambassade de France au Canada
42 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1M 2C9, Canada – Bureau 1000-1501 Mc Gill
Collège, Montréal, H3A 3M8, Canada

Rédigé par : Pierre-Antoine Chédaneau

Validé par : Xavier Bonnet

Sources : Gouvernement de l'Alberta, Statistique Canada, Banque du Canada

Version du 8 juin 2021